

CIBLE

Fillon 4

Tout ça pour ça ! Des mois d'attente (pour les médias), des rumeurs à la pelle, des manœuvres ébouriffantes pour apprendre in fine la reconduction de François Fillon dans sa fonction et pour revoir la galerie des têtes familières – qu'ils restent au gouvernement ou qu'ils y entrent.

Il est possible que le Premier ministre devienne plus qu'un « collaborateur » de Nicolas Sarkozy et que le supposé président se heurte, sur son parcours erratique, à un nouvel obstacle.

Il est certain que les ambitieux font déjà de nouveaux plans de carrière : ainsi Xavier Bertrand et Jean-François Copé, rivaux en attente d'Élysée...

Il est évident que Nicolas Sarkozy a voulu se donner un état-major de campagne car toute son action, nationale et internationale, est située dans la perspective de 2012.

Ces considérations partisans et électoralistes sont à nos yeux secondaires. Les seules questions qui valent portent sur la politique la France – aujourd'hui soumise à l'impérialisme chinois, à l'égoïsme allemand et à la conduite désastreuse de la guerre américaine en Afghanistan. Dans tous les domaines, une rupture effective est indispensable.

CHINE

LE VAMPIRE DU MILIEU

Idées

**François
Mauriac**

p. 9

Syndicats

**L'unité
c'est fini**

p. 4

Du principe de légitimité

L'élection présidentielle approche. La question du candidat est secondaire. Il faut présenter un projet général pour la Nation, qui doit être fondé sur le principe de légitimité. La réflexion de Jacques Sapir mérite toute l'attention des dirigeants politiques et des militants.

Dans un texte publié sur *Marianne*² (1), Jacques Sapir, sans perdre de vue la guerre des monnaies et la crise de la zone euro, avait porté le débat sur le plan politique et posé la question capitale : celle de la légitimité. Légitimité de celui qui occupe actuellement la fonction présidentielle. Légitimité des actes de gouvernement dans une situation de crise générale.

Sur le premier point, Jacques Sapir en appelle à la doctrine classique de l'exercice du pouvoir politique : le *Tyrannus absque titulo* est illégitime parce qu'il est arrivé au pouvoir par des voies injustes, ce qui n'est pas le cas de Nicolas Sarkozy. Mais l'hôte de l'Élysée doit être considéré comme *Tyrannus ab exercitio* : arrivé au pouvoir par des voies justes, il commet des actes injustes, couramment relevés par les chroniqueurs.

La révolte contre la loi sur les retraites est donc justifiée :

l'autorité qui l'a promulguée est illégitime ; le principe de légitimité est supérieur à la légalité.

Sur les décisions à prendre pour sauver la Nation de la crise (économique, financière, monétaire) et pour rétablir la démocratie, Jacques Sapir n'hésite pas à préconiser une Dictature au sens classique du terme : établissement d'un pouvoir d'exception dans le cadre démocratique. Ce qui, dans notre droit constitutionnel, signifie tout simplement le recours à l'article 16 qui dispose que « *lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire (...) sont menacées de manière grave et immédiate* », « *le président de la République prend les mesures imposées par les circonstances* ».

Même strictement définie, la Dictature fait frémir et mieux vaut convaincre l'hypothétique candidat décidé au Salut public de prendre les moyens dont disposait le général de

Gaulle pendant la guerre d'Algérie. Certes, nous ne sommes pas en situation de guerre civile mais l'attitude agressive de l'Allemagne, la gestion de l'euro par les organes de cette zone et la guerre des monnaies créent une situation exceptionnellenent dangereuse qui appelle des actes d'une nature et d'une portée exceptionnelles. Les mesures de protection économique et monétaire qu'il faudra prendre seront évidemment contraires au traité de Lisbonne et aux directives européennes. Il faut donc établir dès à présent l'argumentation juridique qui nous permettra de rejeter les injonctions de Bruxelles et de Francfort. Tel est l'objet d'une nouvelle réflexion de Jacques Sapir, en date du 14 novembre, qui porte sur la légitimité et la légalité quant à l'Union européenne (2).

D'une étude approfondie du principe de légitimité, rapporté à l'exigence de justice, il résulte que : « *Une action exceptionnelle qui n'aurait*

d'autres buts que de rétablir les conditions de fonctionnement de la légitimité procédurale et de ses principes fondateurs, palliant aux effets d'une situation d'exception risquant de mettre à mal ces principes et d'empêcher leur application, ne saurait ainsi constituer une violence hors de toute règle. Elle peut donc s'affranchir pour un temps limité des règles communes pour rétablir le cadre d'application des principes fondamentaux.

« Ainsi, l'action d'un gouvernement qui, face à une crise économique et financière grave, suspend les règles de circulation des capitaux ou les règles comptables, afin d'empêcher un petit groupe d'agents d'imposer indûment leur volonté au plus grand nombre par l'agiotage et la spéculation, n'est pas un acte d'arbitraire, quand bien même seraient alors piétinées règles et lois nationales et internationales. Ce serait bien au contraire un acte plus fidèle à l'esprit des principes de l'économie décentralisée que l'application procédurière des lois et règlements qui, elle, serait alors un acte illégitime ».

Jacques Sapir évoque l'exemple de Roosevelt qui demanda les pleins pouvoirs dans l'ordre économique. La gauche, américaine ou non, devrait être sensible à ce rappel historique. Nous attendons avec intérêt sa réaction.

Annette DELRANCK

(1) <http://www.marianne2.fr/Retraites-Sarko-n-a-pas-gagne-Aubry-non-plus-1-3-a199245.html>

(2) <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2747>

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Du principe de légitimité - p.3 : Le char et le volcan - Paranoïak ! - p.4 : Feu l'unité syndicale ! - p.5 : La barrière de l'est - p.6/7 : Le baiser du vampire - p.8 : Courants dominants - p.9 : Mauriac, la liberté du génie - p.10 : Une récompense suprême - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Aux sommets de l'absurde.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Le char et le volcan

C'est le moment de paraphraser la célèbre métaphore : le char de l'euro navigue sur un volcan. Et même sur plusieurs, qui n'explosent pas tous en même temps.

Il y a quelques années, les économistes hétérodoxes qui soulignaient les contradictions de la zone euro et la nécessité d'une action préventive pour éviter le krach de l'euro étaient accusés de catastrophisme pas même éclairé.

La polémique n'a plus lieu d'être : la catastrophe est en cours. On ne s'en aperçoit pas tous les jours car le scénario de la crise ne se déroule pas en deux heures, comme au cinéma, mais sur plusieurs mois. De plus, les experts médiatiques patentés ne cessent de proclamer que la situation est sous contrôle - hier en Grèce, aujourd'hui (13 novembre) en Irlande.

Hélas, l'analyse minutieuse de leurs faits et gestes (1), rapportée à la mécanique infernale de la crise, incite à penser que nous sommes dans un asile de fous d'autant plus dangereux qu'ils tiennent des propos parfaitement raisonnables. Sans rien connaître à la psychiatrie, je crois nécessaire de relever quelques productions discursives nettement délirantes :

- annoncer la **sortie de crise** au moment où nous y sommes complètement entrés me paraît dénoter des troubles spatio-temporels d'une gravité certaine. Ces troubles sont contagieux : par mimétisme, les perroquets médiatiques reprennent les *éléments de langage* (comme on dit à l'UMP) déclamés dans les asiles de Francfort et de Bruxelles ;

- appliquer à un groupe de pays des recettes qui ont déjà totalement échoué relève de l'obstination sénile. Sur injonction du FMI et de l'Union européenne, la cure d'austérité imposée à la Grèce lui vaudra une récession de 4,5 % en 2010. C'est pourtant ce programme imbécile et meurtrier qui continue à être imposé aux Grecs, aux Irlandais, aux Portugais, aux Espagnols, aux Anglais ;

- confondre le poison et le remède révèle les hallucinations qui troublent l'esprit des médicastres qui distribuent partout les mêmes potions. **Sortir de la crise** par l'austérité budgétaire conduit et conduira à la récession - peut-être à la dépression s'il y a unité d'action de tous les euro-dingos ;

- pratiquer l'injonction paradoxale ajoute à la confusion générale. Le FMI, qui fait appliquer un rigorisme sauvage en Grèce a conseillé le 4 novembre à ses États membres (dont la Grèce et l'Irlande) d'« *éviter toute rigueur aujourd'hui* » afin de préserver la croissance économique. Comme la croissance de la zone euro a diminué de moitié au troisième trimestre, il faut donc mettre en œuvre des plans de soutien à l'économie ! Mais les États n'écourent pas le FMI, qui ne s'écoute pas lui-même.

- laisser croire qu'en Irlande et ailleurs les choses vont s'arranger d'elles-mêmes relève du déni de réalité. Quand on

établit une liste de banques à sauver à tout prix, cela signifie que toutes les banques sont gravement menacées et que certaines ne pourront pas être sauvées. Quand on affirme que l'Irlande se protégera toute seule de la spéculation et rétablira ses finances avec une dette qui représente 32 % de son PIB, quand on feint de croire que le fonds européen de soutien pourra faire face à des crises simultanées en rassemblant seulement 400 milliards d'euros, deux interprétations sont possibles : branquignolade pure et simple ou mensonge délibéré. J'en choisis une troisième : le jobard du FMI, l'huître de Francfort et la folcoche de Berlin, enfermés dans leurs bunkers respectifs, envoient des messages à des **marchés** (les spéculateurs) qui sont parfaitement autistes.

Pendant ce temps, l'incendie qui s'était calmé en Grèce se propage rapidement et menace les poudrières situées en zone euro : non seulement les États endettés et soumis à la pression de la spéculation internationale mais aussi les établissements financiers.

Heureusement que nous avons Nicolas Sarkozy, pompier volant, extincteur en chef, moralisateur de capitalistes, père fouettard de banquiers en bamboche. Il va rétablir l'ordre en Europe d'autant plus rapidement qu'il doit ensuite, à la tête du G 20, sauver le monde.

Sylvie FERNOY

(1) La lecture quotidienne du blog de Paul Jorion <http://www.pauljorion.com/blog/> est en tous points édifiante.

Paranoiak !

Des journalistes surveillés par la police ? Des ordinateurs volés dans les salles de rédaction ? Ce sont là des contre-mesures bien timides, face à l'offensive menée dans l'ombre par les ennemis de Nicolas Sarkozy.

Moi, colonel Sponz, expert en contre-espionnage, je dis aux conseillers du super-président qu'il faut intensifier la surveillance :

Placer tous les journalistes sur écoute et archiver les « fadettes » de tous les membres de leur famille.

Photographier et fichier tous les manifestants qui crient des slogans hostiles au super-président et faire mettre en examen ceux qui brandissent des caricatures insultantes.

Soumettre les enfants, dès la première année de maternelle, à des batteries de tests en vue de déterminer si quelque chose dans leur comportement pourrait les conduire au journalisme, au syndicalisme contestataire, au mélancolisme ou, pire, au marinelepénisme.

Placer sur écoute permanente les téléphones de François Fillon pour savoir s'il se portera candidat en 2012. Le faire espionner par Alliot-Marie et faire suivre celle-ci par les hommes d'Hortefeux. Placer une balise Argos dans la doublure du manteau de Jean-François Copé et mettre un « soum » (camion de surveillance camouflé) devant le domicile d'Alain Juppé.

Inviter le maire de Bordeaux à surveiller l'ensemble des ministres du nouveau gouvernement.

Enfin et surtout, faire surveiller Nicolas par Sarkozy. Et réciproquement.

Colonel SPONZ

L'écho des blogs

Qu'attendre du G20 ?

« *Plongée collective mais contrastée dans la phase de dislocation géopolitique mondiale* ». C'est par ce propos que la lettre confidentielle du LEAP abordait la situation fin octobre (1). Et de poursuivre, « *Depuis quelques mois, nous assistons au déclenchement d'une vaste guerre monétaire mondiale. D'ici quelques semaines, l'échec inévitable du tandem FMI/G20 à résoudre ces tensions monétaro-commerciales en fournira à la fois une nouvelle preuve tout en marquant un nouveau point d'inflexion de la dislocation géopolitique mondiale : le chacun pour soi devenant la règle.* »

Cette vision est partagée par François Leclerc qui nous éclaire de ses analyses : « *Rarement une décision de la Fed [d'offrir aux marchés 600 milliards de dollars] aura suscité dans le monde entier un tel tollé des gouvernements, ainsi qu'autant de réactions favorables des marchés en sens opposé* » (2). « *Les marges de manœuvre étant ce qu'elles sont, les Américains se sont engagés dans une voie dont les résultats attendus - qui se confirment déjà - ne sont pas du tout ceux qui ont été annoncés. En guise de relance économique, ils favorisent une spéculation accrue sur les marchés des devises et des matières premières et contribuent à gonfler une nouvelle bulle financière sur les marchés boursiers. Si les bourses hésitent en deuxième semaine, après l'embellie de la première, ce n'est qu'en raison de la menace d'une nouvelle crise européenne.* » (3).

« *En Europe, la stratégie de réduction prioritaire des déficits publics ne donne pas de meilleurs résultats, aboutissant à pousser les pays les plus fragiles vers le précipice, menaçant les finances publiques des autres et le système bancaire de tous, créant des tensions dans la zone euro conduisant si rien n'est fait à sa rupture.* »

François ENNAT

(1) http://www.leap2020.eu/GEAB-N-48-est-disponible-Crise-systemique-globale-Anticipation-LEAP-E2020-de-39-risques-pays-2010-2014-Plongee_a5292.html

(2) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=17854>

(3) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=18075>

Social

Feu l'unité syndicale !

L'unité syndicale retrouvée à l'occasion de la contestation du projet de réforme des retraites n'aura pas résisté à l'adoption de la loi.

A l'issue de la réunion de l'intersyndicale du 8 novembre, certains ont repris leurs billes. Les approches, les stratégies et les intérêts étaient trop divergents pour poursuivre le mouvement par d'autres modalités d'action et sur d'autres sujets de revendication.

De juin à novembre 2010, pendant les six mois de lutte qui ont opposé le gouvernement et les syndicats sur la réforme des retraites, deux camps ont réussi à cohabiter tant bien que mal au sein de l'intersyndicale : celui des partisans des nouvelles règles de la représentativité syndicale (1) (CFDT, CGT, Unsa, FSU, Solidaires) et celui de leurs opposants (CGT-FO, CFE-CGC et CFTC). À l'intérieur même de chaque camp, l'appréciation du projet de loi, les stratégies à adopter et les intérêts propres de chaque organisation divergeaient. Et pour ajouter à la complexité de la situation, il n'était pas rare de voir sur un sujet précis un syndicat partager l'approche d'un autre du camp adverse.

Ainsi, par exemple, la CFDT ne souhaitait pas que la contestation se transforme en mouvement social de grande ampleur, tout comme la CFTC et la CFE-CGC, pourtant dans l'autre camp ; Solidaires n'était pas opposé à une radicalisation, tout comme la CGT-FO qui a toujours plaidé pour la grève générale d'abord illimitée puis de 24 heures dans le privé et le public. Malgré tout, et en dépit des efforts de la CFDT qui était prête à toutes les concessions pour voir la CFTC rallier son camp, l'unité syndicale a

éclaté. Le 8 novembre seules la CFDT, la CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires ont ainsi appelé à poursuivre le mouvement sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail ; les trois autres ont refusé de se fondre dans un mouvement qui, par son unité, aurait montré que la dispersion syndicale et le pluralisme n'ont aujourd'hui plus de raisons d'être.

Alors que l'appel à une *journée nationale interprofessionnelle de mobilisation* le 23 novembre par des actions multiformes constituera probablement le baroud d'honneur d'un mouvement qui n'aura pas su faire plier le gouvernement, plusieurs questions s'imposent qui constituent autant de pistes de réflexion pour l'avenir :

- **parmi les grandes confédérations, qui sort gagnant du bras de fer de ces derniers mois ?** La CFDT et l'Unsa, les plus proches historiquement du Parti socialiste, semblent être les grands vainqueurs de cet épisode : condition de ne pas rater leur sortie le 23 novembre et surtout que le PS parvienne uni à la présidentielle de 2012 avec un projet acceptable, pour l'une et l'autre, de réforme des retraites. Pour la CGT, le bilan est moins évident à dresser : ce mouvement aura montré que Bernard Thibault, alors qu'il vient d'entamer son dernier mandat, n'a pas su faire la synthèse entre l'aile dure de son organisation, fidèle à sa stratégie d'opposition, et les modérés, favorables à un syndicalisme de construction sociale déjà incarné par d'autres. Enfin, la CGT-FO n'a pas

réussi à sortir de la marginalité dans laquelle elle s'est engagée. Elle est pourtant celle qui a eu la position la plus claire vis-à-vis de la réforme en demandant le retrait du projet. Elle a également pris date pour l'après 2012 en déclarant son opposition à la retraite par points souhaitée par la CFDT et certains dirigeants du PS ;

- **quelles autres modalités d'action adopter pour voir ses revendications aboutir ?** Une chose est sûre : les manifestations ne pourront plus longtemps continuer à se substituer à la grève générale qui reste le moyen d'action le plus efficace ;

- **l'intérêt propre à chaque organisation syndicale n'a-t-il pas fait passer au second plan l'intérêt général ?** La loi réformant la représentativité syndicale, qui conditionne de fait l'avenir de chaque organisation, les contraint à être en campagne électorale permanente et à penser d'abord à elle-même aux dépens des intérêts des salariés ;

- **dans ce contexte, comment les travailleurs peuvent-ils peser sur leur destinée indépendamment des structures syndicales traditionnelles ?** Bien malin qui pourra répondre à cette question, mais il faudra quand même le faire tant les syndicats, mais aussi les partis politiques, sont incapables de relayer la contestation et surtout avant que d'autres, comme le Front national, ne s'en emparent.

Nicolas PALUMBO

(1) Depuis août 2008, la représentativité syndicale se fonde sur l'audience obtenue par chaque organisation lors des élections professionnelles organisées dans les entreprises.

La barrière de l'est

Considérer chaque pays pour ses propres mérites est certes vertueux mais ne fait pas une politique.

Le président Obama a bien appris sa leçon. N'allez pas en Inde pour parler du Pakistan ou du Cachemire. Parlez aux Indiens de l'Inde. Ou mieux encore : de l'Amérique, de ce que les États-Unis peuvent offrir aux Indiens, le rêve américain, Bollywood = Hollywood (1).

Premier bémol : les électeurs américains ne l'entendent pas de cette oreille. Ils n'ont accepté que le président se déplace en Asie au lendemain des élections de mi-mandat que pour contrer les délocalisations, en particulier de services informatiques vers Bangalore, et pour assurer quelques contrats.

Mais deuxième bémol : les stratèges du Pentagone ne sont pas non plus d'accord. Faire de l'Inde comme l'avait décidé Bush en 2005 un partenaire stratégique n'est pas sans conséquences : pour le Pakistan et pour la Chine. Tout le monde n'est pas convaincu que la solution ultime ne soit pas un duopole sino-américain sur la planète, la Chinamérique ou ce qu'on a appelé le G2. Ne serait-ce pas plus facile à gérer alors que les deux superpuissances ont déjà tant de choses en commun, que de s'engager dans une politique de résistance, comme hier face à l'URSS, qui suppose de grouper un maximum d'alliés dans une tension permanente ?

En ce qui concerne le Pakistan, chaque geste en fa-

veur de l'Inde y est nécessairement mal vu. Peut-on être ami et allié des deux à la fois ? Ceux qui pensent que c'est impossible n'osent pas pousser le raisonnement jusqu'au bout : le Pakistan exige un engagement total, sans réserve, de la part des États-Unis. L'existence même d'une relation indo-américaine fait problème. C'était plus facile quand l'Inde non-alignée s'appuyait sur l'URSS et le Pakistan était un pion de l'Occident. Peut-on risquer de perdre le Pakistan ? (2)

Faire de l'Inde l'allié privilégié suppose encore que l'on puisse faire fond sur la plus grande démocratie du monde. C'est l'argument qui est clairement mis en avant : l'Inde a connu de nombreuses alternances partisans ; la vie politique couvre l'ensemble de l'éventail des opinions, des intérêts et des passions. À aucun moment le dialogue interne n'est interrompu. Donc une alliance extérieure repose sur des bases solides qui ne sont pas le fait du Prince.

C'est également un pari sur l'avenir économique. L'Inde dispose de plus de potentialités de consommation intérieure que la Chine. Plus peuplée, surtout par rapport à la Chine de l'enfant unique, l'Inde est le plus grand marché en devenir, et non la Chine dont la stratégie de développement repose sur l'exportation, donc agressive.

On peut éluder les choix et les retarder le plus possible.

On peut croire que la Chine et ses voisins finiront par s'entendre. C'est largement se leurrer. La Chine fait preuve de moins en moins de retenue dans les réunions régionales, pas moins que dans les conférences internationales. Qu'y peuvent les Américains et moins encore les Européens ? Si la ligne est de reconnaître ouvertement ses limites et de se contenter de s'investir dans chacun des pays concernés sans égard pour les voisins ou les obligations internationales, dans l'espoir de renforcer son poids relatif dans la prise de décision, c'est méconnaître l'appétit de souveraineté de ces pays. L'accueil réservé au soutien affiché à la revendication d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU pour l'Inde (quid des autres ?) montre bien que pour ces pays c'est la moindre des choses. Ils ne se satisferont pas de quelques hochets.

Les choix sont difficiles : entre la Chine et les autres ; entre tel ou tel dossier. On peut se rassurer en disant que les choix seront faits par les intéressés eux-mêmes et que nous n'aurons qu'à nous y adapter, à suivre : délices de l'impuissance et confort du suivisme.

Yves LA MARCK

(1) Bollywood (Bombay + Hollywood) est le nom donné à l'industrie cinématographique indienne, la plus importante au monde en nombre de films tournés qui s'exportent dans le monde entier.

(2) Voir *Royaliste* n° 977 (25 octobre 2010), page 5 « L'idée du Pakistan ».

BRÈVES

♦ **CAMBODGE** – Les deux partis royalistes rivaux sont en voie d'unification afin de présenter un seul front aux échéances électorales de 2012 (élections communales) et 2013 (législatives). Le président du Funcinpec, Keo Puth Rasmey, a annoncé que sa formation et le Parti nationaliste (anciennement nommé Parti Norodom Ranariddh) tiendraient un congrès commun au printemps afin d'officialiser leur fusion. En 2006, le prince Norodom Ranariddh, alors président du Funcinpec, avait été démis de ses fonctions après avoir été accusé de détournements de fonds. Il avait alors fondé un parti qui portait son nom et avait regroupé ses fidèles, puis en 2008 avait annoncé se retirer de la vie politique. Depuis 2006, les royalistes avaient vu régulièrement décroître leurs résultats électoraux. Pen Sangha, le porte-parole du Parti nationaliste a annoncé qu'ils allaient inviter le prince à sortir de sa retraite pour prendre la tête du nouveau parti. Mais le représentant du prince, Chea Chanboribo, a écarté cette hypothèse « il vaut mieux que le prince reste neutre » ajoutant « le Funcinpec avait accusé le prince de faire chuter le parti et l'avait chassé de son poste de président. Maintenant, qu'ils sont coincés, ils l'appellent au secours, mais tout est trop tard. »

♦ **JORDANIE** – Conséquence du boycottage des élections législatives de novembre par le Front d'action islamique et des partis de l'opposition libérale, les Jordaniens ont donné une majorité écrasante aux députés proches du trône hachémite. L'hémicycle, qui compte 120 sièges, enregistre 78 nouveaux venus, principalement pro-monarchistes. 53 % des trois millions d'électeurs inscrits ont participé au vote, contre 57 % aux dernières élections, en 2007. Cheikh Hamza Mansour, dirigeant du Front d'action islamique, assure que son boycottage des urnes n'est pas un rejet du régime parlementaire mais un refus de la législation électorale actuelle, qui aboutit à surestimer l'influence des zones tribales, socle du trône hachémite, au détriment des centres urbains.

♦ **MAROC** – De nouvelles discussions sur l'avenir du Sahara occidental ont eu lieu sous l'égide des Nations unies à Manhasset, près de New York. Le Polisario réclamant un référendum sur l'indépendance de la région et le Maroc proposant un projet pour l'autonomie interne du territoire. Cette troisième série de pourparlers n'a permis d'arriver à aucun accord. Concomitamment des manifestations organisées par le Polisario ont dégénéré en émeute provoquant des dégâts importants à El-Ayoun. Dans un discours prononcé à l'occasion du 35^e anniversaire de la Marche Verte, le roi Mohammed VI a déclaré : « Il appartient donc à la communauté internationale d'identifier clairement et sans ambages les responsables des entraves obstruant le processus de négociations ».

Le baiser du vampire

En 2005, Philippe Cohen, rédacteur en chef à *Marianne*, et Luc Richard, écrivain, avaient publié un livre intitulé : *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?* Cinq ans après, il faut constater que la stratégie chinoise nous met en danger – et non pas le peuple chinois qui est dans sa grande majorité victime de dictateurs sans scrupules.

Dans leur nouveau livre, *Le vampire du milieu*, les deux mêmes auteurs exposent les ressorts de la puissance chinoise, que favorise l'ultra-libéralisme et les complaisances de nos propres oligarques.

■ **Royaliste : Pourquoi avez-vous publié avec Luc Richard un deuxième livre sur la Chine ?**

Philippe Cohen : Je ne suis ni un sinologue ni un spécialiste de la Chine. Mais Luc Richard parle le mandarin et a vécu de nombreuses années en Chine en parcourant le pays dans tous les sens sans se cantonner à Pékin ou Shenzhen, comme font beaucoup de journalistes. Notre premier livre qui s'intitulait *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, correspondait à notre conception du métier de journaliste : nous vivons dans une époque où l'information est inflationniste, envahissante ; notre job consiste avant tout à décrypter des récits contemporains, souvent homogènes, ce qui témoigne de leur dimension mystificatrice.

Par exemple, nous avons vu apparaître il y a une dizaine d'années un discours tout à fait nouveau sur la Chine qui, souvenez-vous, était d'ordinaire présentée comme un pays arriéré et totalitaire.

Alors que ces caractéristiques essentielles de la Chine n'avaient pas changé, on s'est mis à gommer les aspects détestables et à nous présenter la Chine sous un jour très positif : « *la Chine*, disait-on, *s'ouvre à l'économie de marché, c'est un formidable réservoir de croissance, elle va sauver le monde occidental car elle va stimuler la croissance du monde : un milliard de consommateurs vont constituer un immense marché auxquels nous allons vendre toutes sortes de choses.* »

■ **Royaliste : Votre premier livre allait donc à contre-courant...**

Philippe Cohen : Oui. Nous avons été bien accueillis par le public mais la presse s'est déchaînée : on a dit que nous étions des ignares, on nous a accusés de ne pas comprendre l'âme chinoise (c'est ce qu'on avait dit à Simon Leys), on nous a expliqué que la Chine, ayant mis un pied dans l'économie de marché, deviendrait inévitablement une démocratie

(c'était la thèse de Tony Blair et de Bill Clinton). On nous a aussi expliqué que la Chine était une économie en transition qui allait connaître une augmentation des salaires grâce aux mécanismes du marché selon un processus identique à celui qui avait caractérisé le Japon et la Corée du Sud.

Nous avons répliqué que l'immense réservoir chinois de main d'œuvre empêcherait la hausse des salaires et que les entreprises occidentales qui investissent en Chine ne le faisaient pas pour répondre à la demande intérieure chinoise mais pour exporter leur production vers l'Occident. Nous démontrions que la Chine était en train d'aspirer le travail industriel du monde entier. Le débat était donc centré sur **la Chine dans la Chine** : c'était une analyse du fonctionnement interne du pays et de ses répercussions mondiales.

Notre deuxième livre est né d'un nouveau constat : depuis quelques années, **la Chine est**

sortie de la Chine : elle a une diplomatie, elle est la deuxième puissance économique du monde, elle est donc confrontée aux autres grandes puissances et elle a noué des relations d'une grande intensité avec de nombreux pays.

■ **Royaliste : Comment analysez-vous ces nouvelles données ?**

Philippe Cohen : Premier élément : le socle de la puissance chinoise repose d'abord sur le faible coût de sa main d'œuvre. Très régulièrement, des articles et des reportages nous affirment que les salaires chinois augmentent. C'est une illusion ! Il n'y a pas de droit social en Chine donc on peut vous raconter que le salaire minimum augmente mais il n'y a personne qui soit en mesure de veiller à ce que cette augmentation soit effective. Il suffit que le patron soit en bons termes avec le Parti pour qu'on le laisse faire travailler ses ouvriers douze heures par jour. Foxconn, dont on a beaucoup parlé voici quelques mois, a annoncé que les salaires avaient augmenté mais en même temps ses dirigeants ont délocalisé leurs activités dans le centre de la Chine où les salaires sont bas.

Luc Richard a beaucoup travaillé sur ces questions car il est très difficile de savoir ce qui se passe parce que le pays est immense, le décalage entre les textes officiels et la réalité

est considérable et il n'y a pas de syndicats. Dès lors, pas d'autre méthode que de prendre la route pour rencontrer ceux qui travaillent en usine dans différentes activités et dans de nombreuses régions. Résultat : les salaires n'ont pas bougé depuis 1990 (soit une moyenne de 100 euros par mois) ce qui a été récemment confirmé par les travaux d'un chercheur belge, Éric Florence que j'ai récemment rencontré à Liège. Ce bas coût du travail s'ajoute à la faiblesse de la monnaie chinoise, qui est le deuxième socle de la puissance du pays : les autorités chinoises manipulent la monnaie pour avoir un yuan très faible qui donne à leurs produits une compétitivité maximale.

À partir de ces deux socles, les Chinois ont su attirer les grandes et les moyennes entreprises : il est acquis en Occident qu'il faut travailler en Chine pour faire le maximum de profit. La Chine continue donc à aspirer le travail du monde entier et, parallèlement, elle monte en gamme : les États-Unis ont décidé de s'équiper en trains chinois ; la Chine va fabriquer ses propres centrales nucléaires au détriment d'Areva. Il y a aussi toute une politique du renseignement qui vise les technologies nouvelles et qui mobilise tous les Chinois qui sont sur le sol français : une fiche technique émanant du Parti communiste explique comment un ressortissant chinois peut aider son pays en lui envoyant des informations. L'ambassade de Chine a elle aussi des moyens de pression énormes : des milliers de Chinois ont manifesté en France contre le régime pour le 1^{er} anniversaire de Tien An Men. Vingt ans après, cette commémoration a rassemblé 300 personnes.

■ Royaliste : Quelle est la cohérence de la diplomatie chinoise ?

Philippe Cohen : La Chine construit une diplomatie mondiale dont on a du mal à discerner la cohérence : les autres grandes puissances attendent un discours sur le monde, sur

la crise... En fait, la Chine n'a rien à dire au monde : son seul discours, c'est *China first* !

La diplomatie chinoise est avant tout mercantile avec plusieurs priorités. Il s'agit d'abord de fournir les ressources nécessaires à la croissance chinoise. Les dirigeants chinois ne croient plus au socialisme mais ils veulent garder le pouvoir : il leur faut une croissance de 10 à 12 % pour maintenir le contrat social. À court terme, il faut que les masses chinoises puissent espérer rejoindre la classe moyenne ; à long terme, il faut pouvoir assumer le problème démographique créé par la politique de l'enfant unique (trop peu de travailleurs pour beaucoup de retraités) et c'est pour cela que la Chine accumule des réserves.

Ainsi, les Chinois ont développé toute une diplomatie autour du pétrole. Comme souvent, elle s'est appuyée sur les maillons faibles : les États rejetés par la communauté internationale (le Soudan notamment) sont bien sûr sensibles aux propositions que leur fait une grande puissance. De même en Europe, ils arrivent par la Grèce et par l'Irlande, dont la situation économique et financière est critique. Ils ont aussi un discours à l'égard des pays africains : les Chinois tiennent un discours anti-impérialiste et ils exaltent la solidarité des pays pauvres, parmi lesquels ils se comptent, et jurent qu'ils ne donneront pas, à la différence des Occidentaux, des leçons de démocratie. Sur ce dernier point, on peut les croire sur parole !

Les Chinois achètent du pétrole, de l'acier, des métaux précieux, des terres agricoles. Ceci a des répercussions militaires : la priorité est donnée à la marine de guerre chinoise pour protéger les voies d'acheminement des ressources dont le pays a besoin.

Par ailleurs, la Chine refuse de prendre ses responsabilités en matière d'environnement comme nous l'avons vu à Kyoto et elle refusera de réévaluer sa monnaie tant



■ Des travailleurs sans droits sociaux, sans protection syndicale et sous-payés... un rêve et un modèle pour les patrons occidentaux !

qu'elle n'y sera pas contrainte par un rapport de forces qui lui serait défavorable.

Les seuls objectifs politiques chinois sont continentaux : la Chine veut devenir la première puissance asiatique et elle est en situation d'affrontement avec le Japon - ce qui est particulièrement net sur le plan monétaire. La Chine a des politiques très inquiétantes vis-à-vis de petits pays asiatiques : Hong-Kong et Taïwan. L'emprise économique chinoise est très forte à Taïwan et les dirigeants du pays sont très inquiets car ils ne comptent plus sur la protection américaine.

■ Royaliste : Peut-on vous considérer comme les chefs de file d'un clan anti-chinois ?

Philippe Cohen : Nous ne sommes pas les ennemis du peuple chinois, bien au contraire ! Il est évident que le peuple chinois est très travailleur mais cette qualité est utilisée de manière impitoyable par les dirigeants du pays. En 1989, ils ont abandonné la politique de développement interne menée pendant les dix années précédentes au profit d'une nouvelle ligne qui consiste à tout miser sur l'exportation, à sacrifier les petits entrepreneurs locaux afin d'éviter la constitution de classes moyennes qui sont toujours facteurs de révolution.

Mais aujourd'hui, le principal atout de la Chine, c'est la

faiblesse des occidentaux. Les élites n'ont pas compris que la crise est le résultat du libre échange et de la substitution du crédit à la croissance. Elles ne veulent pas entendre parler de re-localisations et de hausse des salaires pour relancer la demande intérieure : pour ces élites, la solution à la crise se trouve en Chine et elles répètent que la croissance chinoise va tirer les exportations américaines et européennes.

Plus inquiétant, il existe aussi un discours sous-jacent consistant à valoriser l'efficacité chinoise née de l'absence de démocratie dans le pays : quand ils font un plan de relance, ça marche tout de suite alors qu'en Europe il faut discuter au Parlement et avec les syndicats. Les élites envient le modèle chinois parce qu'il n'est pas pénalisé par les *pesanteurs* de la démocratie ! C'est ce que nous appelons le baiser du vampire : il y a vingt ans, on nous disait que l'ouverture économique de la Chine la conduirait à la démocratie, or les Chinois sont en train de convaincre les élites occidentales que la dictature est plus efficace que la démocratie.

Propos recueillis par B. La Richardais

Philippe Cohen & Luc Richard - « *Le Vampire du Milieu - Comment la Chine nous dicte sa loi* », Essai, Mille et une nuits, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

Courants dominants

Bonnes nouvelles : le monde n'est pas en train de s'uniformiser et il n'est pas vrai que l'américanisation rime avec la globalisation. Le marché global de la culture n'a jamais été unifié et il est clair qu'il est désormais segmenté.

On sort du livre de Frédéric Martel (1) admiratif et quelque peu étourdi. L'admirable, c'est l'enquête menée dans trente pays, auprès de 1 250 personnes aux fonctions très diverses, par un docteur en sociologie qui a suivi de près, à des postes de premier plan, les relations culturelles internationales en France puis aux États-Unis. Mais l'analyse des flux financiers, des stratégies des groupes industriels, des productions culturelles, des enjeux politiques et des questions de civilisation est d'une telle complexité que certains lecteurs auront l'impression de perdre tout repère.

Réflexion faite, ce sont surtout des préjugés que l'on perdra. La lecture de *Mainstream* dissipe une angoisse largement répandue : la mondialisation des techniques et les réseaux planétaires de diffusion massive de contenus culturels (films, musiques, écrits) n'aboutissent pas à l'uniformisation tant dénoncée. D'ailleurs, le titre du livre est démenti par la conclusion de l'enquête : Frédéric Martel constate que *mainstream* (la culture populaire, au sens positif du terme ou négativement la **culture de marché**) est à mettre au pluriel.

De fait, il y a plusieurs courants dominants qui se mêlent plus qu'ils ne s'opposent. Nous baignons, comme

toujours, dans la diversité des cultures mais nous avons en même temps une claire perception, grâce aux médias, des éléments communs au monde entier. Il ne faut pas confondre le goût mondial pour certains types de spectacles modernes (le cinéma, la télévision) et la stratégie globale des groupes capitalistes qui produisent des contenus culturels destinés à être acquis par le plus grand nombre possible de consommateurs.

Quant à la stratégie des groupes, nous sommes obnubilés par les États-Unis en général et par Hollywood en particulier. Ce n'est pas sans raisons : le cinéma américain est prépondérant en Europe de l'Ouest, où il n'y a plus qu'une seule production cinématographique nationale - la nôtre. Sans oublier la richesse de l'héritage culturel accumulé dans le passé, Frédéric Martel n'a pas tort d'écrire que la culture *mainstream* américaine est actuellement la seule culture commune à l'Europe, réduite par lui à l'Union européenne.

Il y a bien un effet de domination, avec des particularités et des résistances qui ne sont pas *locales* comme le disent les firmes capitalistes et les altermondialistes, mais bel et bien nationales. Mais cette progression de la culture américaine de masse n'est pas un phénomène qui se vérifie

dans le monde entier. Notre constant oubli de l'Inde nous fait ignorer ou sous-estimer la puissance et la séduction du cinéma indien (3,6 milliards de billets vendus en 2008) qui attire les foules bien au-delà des frontières du pays ; en Asie centrale, dans le Caucase, on chante, on danse, on vibre au rythme de ces comédies qui constituent, à l'opposé des productions américaines, un spectacle complet. De même, les Français ignorent - sauf s'ils sont familiers du monde hispanique - la popularité des *telenovelas*, ces séries télévisées qui sont appréciées aux États-Unis comme en Europe de l'Est.

Parfois charmants, parfois médiocres, ces films, ces chansons et ces séries sont adaptées aux marchés nationaux (les productions japonaises sont souvent *déjà japonisées* pour être vendues partout en Asie) et ne détruisent pas les cultures traditionnelles. C'est une banalité qu'il faut souligner : on peut étudier Descartes et aimer la bande dessinée, réciter Omar Khayyâm, écouter de la musique soufi et fredonner *Enta Eyh* en regardant une vidéo de Nancy Ajram, chanteuse libanaise immensément populaire dans tout l'Orient chiite et sunnite, arabe ou non.

Ce mélange des genres a pris des proportions considérables

en raison des moyens modernes de diffusion - il existe d'ailleurs aux États-Unis, qui ne se réduisent pas au petit monde de Disney. La culture hispano-américaine (entre autres) est pleine de vitalité, les classiques de la littérature américaine sont massivement diffusés (nous devrions imiter les Américains sur ce point) et ce sont les universités américaines qui assurent pour une large part la créativité du cinéma hollywoodien.

Il est passionnant d'observer en compagnie de Frédéric Martel les réactions chinoises à l'offensive des grands groupes occidentaux et d'examiner l'identité des nouveaux venus (les télévisions arabes) sans pour autant le suivre dans toutes ses conclusions. S'il ressort de son ouvrage qu'il n'y a pas de choc culturel des civilisations, on peut s'interroger sur la réalité de ces *guerres culturelles* qu'il annonce tout en décrivant une très large *hybridation* des cultures. Nous sommes plutôt dans une concurrence entre groupes industriels et financiers qui profitent du libre-échange pour vendre leurs productions sans trop se soucier de l'idéologie et de la politique.

Les groupes occidentaux qui veulent conquérir le marché chinois - très protégé - gommement toutes les critiques émises envers la Chine et le puissant groupe du prince Al Waleed (Arabie saoudite) affirme que son objectif est la défense des valeurs tout en misant sur le divertissement pour séduire la jeunesse. Mais toute affirmation mérite maintes nuances : elles se trouvent dans le livre de Frédéric Martel qui est conscient que les *mainstreams* vont être bouleversés par les innovations technologiques qui sont en cours.

Yves LANDEVENNEC

(1) Frédéric Martel - « *Mainstream - Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde* », Flammarion, 2010, prix franco : 24 €. 

Mauriac, la liberté du génie

Le second tome de la biographie de François Mauriac par Jean-Luc Barré se lit avec autant de bonheur que le premier. Sans doute prêtera-t-il moins à controverse, la question du penchant homosexuel de l'écrivain n'étant plus de mise. Son intérêt n'en demeure pas moins intact, tant il nous fait revivre un parcours qui s'identifie exactement au destin français. Les quelques trente ans qui se trouvent ainsi retracés, ils ont été nôtres si l'âge nous a fait naître durant la guerre ou un peu après, de toute façon ils ont façonné la France du vingtième siècle, à tel point que notre roman national s'est trouvé, qu'on le veuille ou pas, pénétré d'un intense sentiment mauriacien. C'est peut-être plus vrai encore qu'au XIX^e siècle pour Victor Hugo, bien qu'il y ait quelques analogies. Et si pour la même séquence, il fallait le comparer à Sartre, c'est à lui que je donnerais la préférence. L'auteur des *Mots* s'est défini d'abord par ses refus, celui du *Bloc-notes* par son adhésion, critique ou non, à une histoire dont il était l'observateur passionné.

Est-il besoin de résumer en quelques traits ce que Jean-Luc Barré s'emploie à raconter avec son talent et toutes les ressources possibles des archives ? Le fil directeur nous est bien connu, depuis la guerre et la Résistance très engagée, la décolonisation, l'avènement de la V^e République et le ralliement presque sans condition de celui qui avait été ménéstrel sous la IV^e. Il est plus utile de s'intéresser à la sensibilité de l'écrivain, celui qui explique comment il s'est emparé des événements, pourquoi il a pris position et s'est même enflammé pour certaines causes. Ce qui me frappe tout d'abord c'est à quel point l'idéologie ne rend jamais compte d'une pensée, qui tout en se fondant sur de solides convictions est libre de tout système. Seule l'humanité, intensément réfléchie de l'artiste confère à l'actualité dont il est le témoin, ses critères d'évaluation. Ainsi peut-il parfois donner l'impression de se contredire, elle est trompeuse.

Le Résistant est d'évidence un combattant qui a durement asséné ses vérités à l'ennemi. Il ne se croit pas pour autant obligé à se muer en féroce épurateur, une fois la victoire acquise. Surnommé ironiquement *Saint François des Assises* par *Le Canard Enchaîné*, il se précipite au secours des Collaborateurs qui ont été les plus impitoyables pour lui. Pourtant au même moment, il continue à fréquenter les communistes, spécialistes des listes de proscription, alors même que de Gaulle lui fait savoir que cette complicité le gêne. Albert Camus qui a riposté énergiquement à l'indulgence mauriacienne finira par être convaincu, sans doute

parce que les arguments assénés vont au-delà de l'habileté dialectique, ils touchent de leur force pascalienne.

Quelle commune mesure, dira-t-on, entre l'homme consacré qui se retrouve à la Table Ronde avec la génération des Hussards et celui qui, peu de temps après, va être reconnu comme le prototype même des catholiques de gauche, à cause de son engagement pour l'indépendance des pays du Maghreb ? La seule liberté de l'esprit qui lui fait reconnaître son bien propre ici et là. Il y a chez lui un homme de droite et un homme de gauche qui cohabitent depuis toujours et qui s'affirment tour à tour selon que certains choix les sollicitent ou les requiert. Et l'un et l'autre savent très bien s'identifier pour ce qu'ils sont et pour la part d'héritage qui les nourrit. Par exemple, il y a l'héritage sillonniste chez lui, mais qui est loin d'être exclusif. Et qui, par parenthèse, le distingue de Bernanos. Je suis reconnaissant à Jean-Luc Barré d'avoir retrouvé un hommage posthume à l'auteur du *Journal d'un curé de campagne*, de la part de celui qui avait été cruellement brocardé comme « *léchant son ours démocrate-chrétien* » : « *Ne succombons pas à cette facilité de situer le pays réel au niveau de Jeanne d'Arc, du saint curé d'Ars, et de Péguy, pour nous donner le droit de repousser l'autre pied, comme une barque pourrie. Le pays réel, c'est bien celui dont nous sommes, et qui nous fait honte, à cet intervalle de la durée, et dont pourtant nous voulons regarder en face, avec amour, le visage ravagé.* »

par Gérard Leclerc



Il est vrai que Bernanos surplombe le politique, même s'il analyse souvent les conjonctures avec une souveraine lucidité. Mauriac fait ses délices de la politique terre à terre et de la fréquentation de ses célébrités. Je doute que son alter ego se serait complu comme lui à la fréquentation du semillant Jean-Jacques Servan Schreiber et de la pétulante Françoise Giroud. Et puis, il y a chez l'apologiste de la pratique gaullienne un côté *empirisme organisateur* et bainvillien qui n'est pas tellement bernanosien. Pourtant, les deux écrivains communient dans la même foi et se retrouvent *in fine* en accord résolu sur l'essentiel. C'est la spontanéité du génie qui permet de transgresser les frontières partisans et jusqu'à ses propres partis pris. En ce sens, c'est peut-être l'acteur bougon qu'était Michel Simon qui avait le mieux compris le personnage, lorsque jusqu'après sa mort il remarquait : « *Voyez-vous j'aimais beaucoup cet homme-là (...) il avait su rester un homme libre. Il savait prendre parti avec force... C'est curieux un catholique qui a le sens de l'humour...* »

Ultime question : Mauriac s'est-il éloigné de nous quarante ans après sa disparition, de telle sorte que les nouvelles générations ne puissent le reconnaître ? Au-delà des transformations du pays et du monde, les réseaux culturels se seraient-ils tellement brouillés ou même disloqués qu'il ne soit plus perçu que comme d'un autre temps, sinon d'une autre espèce ? Ce serait infiniment dommage, car ce serait le signe désolant d'un appauvrissement intérieur, d'un dévidement sans remède qui donnerait crédit aux funèbres prophéties d'un Philippe Muray. Nous serions après l'histoire. ■

📖 Jean-Luc Barré - « *François Mauriac, biographie intime 1940-1970* », tome 2, Fayard, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)

Une récompense suprême

Enfin ! Depuis des décennies on se demandait pourquoi un écrivain aussi considérable que le péruvien Mario Vargas Llosa n'avait pas reçu le prix Nobel de littérature.

Justice est faite, et l'on ne peut que se réjouir de ce que l'un des maîtres de la littérature latino-américaine et mondiale du XX^e siècle ait enfin la récompense suprême, « *pour sa cartographie des structures du pouvoir et ses images aiguës de la résistance de l'individu, de sa révolte et de son échec* », comme le signale le Comité Nobel.

Bien sûr l'individu Vargas Llosa, comme souvent, n'est pas toujours à la hauteur de son talent, et son évolution politique, ainsi que ses réactions devant certains échecs personnels, en particulier l'élection présidentielle de 1990 au Pérou, perdue contre Alberto Fujimori, ont pu décevoir ses admirateurs, et surtout la population péruvienne, qui a mal vécu son départ - et surtout sa naturalisation - en Espagne.

Cela dit, ce n'est pas l'homme qui nous intéresse, mais l'écrivain. Vargas Llosa est un des acteurs majeurs de la génération d'or des auteurs latino-américains du XX^e siècle, avec - liste très incomplète - le mexicain Octavio Paz, les argentins Jose Luis Borges et Julio Cortazar, le colombien Gabriel Garcia Marquez, tous ceux qui ont suivi les traces du cubain Alejo Carpentier et précédé la chilienne Isabel Allende, le haïtien René Depestre et le martiniquais Patrick Chamoiseau.

Parmi eux, il est certainement de ceux qui ont le mieux décrit la psychologie et la sociologie des peuples d'Amérique du Sud, avec - ce qui est essentiel pour la réflexion d'un mouvement comme le nôtre - l'analyse de leurs combats, de leurs victoires et le plus souvent de leurs échecs politiques.

Allez, je vous donne mon *best of* politique de Mario Vargas Llosa. Il ne s'agit pas nécessairement de ses romans les plus connus, dont on peut trouver la liste partout, mais de ceux qui décrivent en profondeur ce milieu sud-américain et aident à mieux comprendre ces pays et leurs histoires. Il y a bien sûr l'incontournable *Guerre de la fin du monde*, qui romance l'histoire (vraie) d'Antonio Consejero, un illuminé charismatique du nord du Brésil du XIX^e siècle, qui a entraîné une population entière dans sa folie et, en défendant l'empire de droit divin, a fait trembler les bases de la jeune république brésilienne.

Cet aspect profondément religieux de la société sud-américaine, et pas seulement brésilienne, explique en grande partie pourquoi, malgré un environnement favorable, des mouvements comme la révolution castriste n'ont pas pu s'exporter ou ont sombré dans des échecs tragiques. C'est précisément ce que décrit *l'Histoire de Mayta*, un révolutionnaire péruvien qui échoue lamentablement dans

sa volonté intellectuelle de faire la révolution trotskiste avec des *prolétaires* qui ne peuvent ni le comprendre ni le suivre. Et la suite, tout le monde la connaît, ce sont les mouvements guérilleros qui finissent par devenir fous et massacrent indifféremment toutes les classes de la population, avec le *Sentier Lumineux*, cité dans *Qui a tué Palomino Molero ?*, comme exemple le plus tragique, avec plus de 80 000 morts, dont beaucoup étaient des indiens de la Sierra.

Car l'autre grande composante des cultures sud-américaines reste bien sûr la population indigène, en particulier Quechua, de la Bolivie à la Colombie, et Maya, du Mexique au Guatemala. Là aussi, et *Royaliste* (n° 965 et 967) en a touché un mot, ne pas prendre en compte ces peuples mène souvent les gouvernements à l'échec. Deux ouvrages de Mario Vargas Llosa sont des clés qui ouvrent cet univers.

L'homme qui parle, qui pose le problème des choix politiques contradictoires que doivent faire ces pays, soit **ethnique** (sauvegarde des cultures indigènes, au prix de leur isolement du reste du monde), soit **anthropologique** (intégration des hommes, au coût nécessaire de la destruction des cultures).

L'autre est plus récent *L'utopie archaïque*, essai sur la vie du Péruvien José Maria Arguedas, à qui, comme le ré-

sume Vargas Llosa, « fut donné, dans un pays divisé en deux mondes, deux langues, deux cultures, deux traditions, de connaître ces deux réalités, dans leurs misères et leurs grandeurs (...) mais dont la déchirure entre ces deux mondes antagonistes en fit un homme déchiré. » Difficulté extrême des mouvements indigénistes dans ces pays, et les expériences récentes d'Hugo Chavez au Venezuela, Évo Morales en Bolivie et Rafael Correa en Équateur, avec leurs succès et leurs échecs, ne contredisent pas cette conclusion de Vargas Llosa.

Mais plus généralement, le propre des écrivains de génie est de donner des leçons universelles à partir de leurs exemples locaux. C'est bien le cas de Vargas Llosa et il aurait été utile à nos gouvernants de s'inspirer de ses remarques sur l'identité, par exemple, avant de s'engager dans le fiasco désolant que l'on sait : « *Toute velléité de déterminer une identité unique en Amérique Latine a l'inconvénient de pratiquer une chirurgie discriminatoire qui exclut et abolit des millions de Latino-Américains et maintes formes ou manifestations de leur luxuriante variété culturelle.* » (1) Pas seulement en Amérique Latine... Peut-être aussi les remarques de Mario Vargas Llosa ont-elles une résonance particulière en France du fait que cet auteur ne cache pas son amour pour notre pays et ce que la culture latino-américaine lui doit. Comme mot de la fin et pour ne pas boudier notre plaisir, citons cette autre phrase de son *Dictionnaire amoureux* : « *jusqu'à ma génération, du moins, la vie culturelle et artistique de l'Amérique Latine serait incompréhensible sans la fécondation française.* »

François VILLEMONTAIX

📖 (1) Mario Vargas Llosa - « *Dictionnaire amoureux de l'Amérique Latine* », Plon, 2005, prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)

N.B. La plupart des livres cités sont disponibles dans la collection Folio de chez Gallimard.

Merci, confrère !

Voici en quels termes, Luc Chatel, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, présente *Royaliste* à ses lecteurs :

Le billet d'humeur de la rédaction **Camarade royaliste**

C'est un journal qui ne paie pas de mine : trois feuilles A3 pliées en deux. Un bimensuel que l'on reçoit à la rédaction de *Témoignage chrétien*. Dans le paysage des médias politiquement tiédasses, qui courent après le spectaculaire, les faux scoops et les potins, c'est une bouffée d'air frais. Ce journal... c'est *Royaliste*. Attention : pas le bulletin des soutiens de Ségolène, ni une feuille réactionnaire de vieux schnoks en perruque, mais le bimensuel de la Nouvelle action-royaliste qui se distingue par ses positions de gauche. Bertrand Renouvin⁽¹⁾, son directeur, est sans doute

le seul éditorialiste – hors mouvances d'extrême-gauche – à avoir appelé à la grève générale. Titre de son dernier éditorial : « *Révolte populaire* ». Extrait percutant : « *tout le monde a compris que l'oligarchie faisait payer au peuple menu des salariés et des retraités la facture de la crise financière* ». Au sommaire, un article cinglant et joyeux contre Jacques Attali, un autre sur les retraites titré « *Marchons camarades !* » et un hommage au philosophe Claude Lefort, décédé dans l'indifférence générale.

L.C.

1. www.bertrand-renouvin.fr

12

Témoignage chrétien
5 novembre 2010

CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande [ou téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La spéculation financière*" et, d'autre part, "*Le statut de l'étranger en France*".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 24 novembre** - Ce n'est pas l'ancien professeur de français que nous invitons, ni l'animateur qui enchantait de vastes publics à la radio et à la télévision, mais **Albert ALGOUD**, l'éminent tintinophile qui voulut bien nous consacrer, en 2005, une soirée mémorable. L'auteur de *Tintinolatry*, du *Had-dock illustré* et de nombreux autres ouvrages de références, dont une biographie non autorisée de la Castafiore, vient de publier un « *Petit dictionnaire éterné de Tintin* » qui nous permettra de faire retour à une œuvre qui suscite l'attention des philosophes, des psychanalystes, des antifascistes et des hommes d'affaires.

Au fil du débat, auquel sont conviés les tintinophiles et les tintinophobes ainsi que tous ceux qui sont restés sur le seuil de l'œuvre, nous reprendrons la sempiternelle question du racisme de Tintin (au Congo), de la légende colportée par le SS Degrelle, mais nous étudierons surtout les rapports (réels ou supposés)

entre Tintin, Céline, Carl Gustav Jung, Jules Verne, l'école lacanienne et les tsiganes. Hommage sera rendu au roi Ottokar IV.

● **Mercredi 1^{er} décembre** - Normalien, agrégé de géographie, aujourd'hui banquier d'affaires, **Hakim EL KAROUÏ** avait publié en 2006 un premier livre, *L'Avenir d'une exception*, qui nous avait permis d'engager avec l'auteur un débat animé. Dans un nouvel ouvrage, notre invité nous propose de « *Réinventer l'Occident* ». Il est certain que cet Occident - dont la définition mérite d'être précisée - traverse une crise qui doit beaucoup aux échecs politiques et militaires des États-Unis en Irak et en Afghanistan et au krach financier qui affecte gravement l'ancienne superpuissance. L'Union européenne, inerte et minée par ses contradictions, n'est pas en meilleur état.

Mais que faire face à la « *désoccidentalisation du monde* ». Faut-il associer l'Europe et les États-Unis dans le même projet ? Comment envisager les relations avec le monde arabe, perçu comme ennemi ? Comment agir face à la puissance chinoise ? Comment surmonter les crises économiques, financières et monétaires qui secouent l'Europe et les États-Unis ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Aux sommets de l'absurde

Le commentaire du sommet du G 20 à Séoul se heurte à une difficulté majeure, quant à l'exposé des stratégies adoptées par les différentes nations. On peut parler de la politique de la Chine et de celle des États-Unis. Il n'est pas possible d'évoquer la politique de la France puisque son supposé président se manifeste par un comportement aberrant.

Devenu illégitime dans son propre pays en raison de ses atteintes permanentes à la lettre et à l'esprit de la Constitution, Nicolas Sarkozy apparaît sur la scène internationale comme un homme totalement discrédité par ses rodomontades, sa grossièreté et son ignorance des questions qu'il est censé traiter. Il est pénible de faire un tel constat et nous le passerions sous silence si les chefs d'État et de gouvernement réunis à Séoul ne s'étaient pas sentis insultés par ce Français arrivé en retard et reparti avant le dîner de clôture alors qu'il venait de prendre la présidence du G 20.

Cette désinvolture aurait pu être compensée par une déclaration décisive assortie de formules frappantes. Malgré les rapports détaillés qui sont adressés à l'Élysée, malgré les conseillers avisés qui l'entourent, Nicolas Sarkozy a délivré lors de sa conférence de presse des platitudes assorties de propositions creuses dans un débraillé verbal qui n'est pas digne d'un président de la République.

La grossièreté du supposé président aurait pu le conduire à une stratégie du poing sur la table (ou de la chaussure, à la manière de Khrouchtchev) face

aux Chinois. Mais il ne sait que courber l'échine devant plus puissant que lui.

Pire : selon les propos rapportés par des journalistes français, Nicolas Sarkozy veut utiliser le G 20 pour retrouver sa popularité en France et profiter de la crise monétaire et financière pour jouer au sauveur. Vaines prétentions ! L'homme de passage à Séoul croit qu'il peut renouveler sa prestation de 2008, lorsqu'il présidait le Conseil



européen. Mais c'est la petite cour médiatique qui a fait de cette présidence un « exploit » et qui le tient dans cette illusion. Si l'action de Nicolas Sarkozy avait été salutaire, l'Union européenne serait-elle en décomposition ? La zone euro serait-elle en train d'écarter ?

Quant au G 20, il n'y a rien à espérer. La déclaration finale de Séoul est un aveu d'impuissance qui fait suite aux incantations inopérantes du précédent sommet de Toronto. « *Les économies excédentaires procéderont à des réformes pour réduire leur dépendance à la demande extérieure et se concentreront davantage sur les sources de croissance nationales* » promettaient

les Vingt le 27 juin dernier au Canada. La Chine et l'Allemagne n'en ont pas moins suivi une politique strictement conforme à leurs intérêts nationaux ces derniers mois et, après Séoul, ces deux puissances ne changeront pas de ligne. Les États-Unis non plus. Sans attendre ce sommet, les autorités américaines avaient décidé d'injecter 600 milliards de dollars dans des circuits financiers qu'elles ne contrôlent pas et qui ont immédiatement alimenté une spéculation désastreuse. De leur côté, les dirigeants chinois ne sont pas prêts à renoncer à leur protectionnisme monétaire. Ces stratégies à peine camouflées par la langue de bois diplomatique n'ont pas empêché pas les fauteurs de troubles et leurs victimes de signer une déclaration commune en tous points absurde.

Alors que la guerre des monnaies fait rage, le G 20 annonce qu'il va étudier la mise en place de systèmes d'alerte. Alors que les États-Unis et la Chine jouent de leur monnaie au mieux de leurs intérêts, les présidents américains et chinois ont signé un texte qui condamne le protectionnisme, interdit les dévaluations compétitives et promeut « *un système monétaire international où les taux de change sont davantage déterminés par le marché* » !

La référence au dogme ultralibéral n'est qu'un aveu d'impuissance. Il n'y a pas et il n'y aura pas de « gouvernance mondiale », il n'y aura pas de « régulation » ni de « sortie de crise » par le G 20 mais des guerres monétaires et commerciales aggravées par la folie spéculative. Nicolas Sarkozy ose dire que « *d'une certaine façon, on est servi par la crise* ». C'est absurde : il s'agit en vain. C'est obscène, car c'est le peuple français, entre autres, qui va encore souffrir.

Bertrand RENOUVIN